

# Course à la compétitivité : la Suisse au cinquième rang

L'indice de compétitivité du Forum économique mondial le montre régulièrement : sur le plan international, la Suisse occupe les premières places en matière de stabilité macroéconomique et de qualification de la main-d'œuvre. Les entreprises suisses manquent toutefois de dynamisme.

*Roberto Crotti*

**Abrégé** L'indice de compétitivité établi par le Forum économique mondial mesure des facteurs qui concourent à la prospérité d'un pays en combinant des données statistiques et des informations issues d'enquêtes menées auprès des entreprises. Il montre que des critères variés doivent être remplis pour maximiser la prospérité économique générale. Les économies les plus compétitives brillent surtout dans six domaines : les institutions, les infrastructures, la stabilité économique, les qualifications, le système financier et la capacité d'innovation. La Suisse atteint des valeurs élevées dans huit des douze indicateurs, mais présente également, à l'instar d'autres pays performants, des faiblesses auxquelles les milieux politiques devraient prêter attention. Supprimer ces faiblesses et valoriser ses forces sera essentiel pour que la croissance reprenne son cours au terme de la crise sanitaire et économique.

La Suisse fait depuis longtemps partie des économies les plus fructueuses et présente l'un des niveaux de vie les plus élevés au monde. Quels sont les moteurs de ce succès ? L'indice de compétitivité mondiale (« Global competitiveness index », GCI) fournit des repères à cet égard. Il est établi par le Forum économique mondial (WEF), éga-

lement connu pour la rencontre annuelle de politiciens et de dirigeants économiques à Davos (GR). Le GCI mesure pourquoi certains pays sont plus compétitifs que d'autres.

Le dernier rapport sur la compétitivité mondiale date de 2019. Il repose donc sur des données antérieures à l'apparition de la Covid-19. Cependant, même si cette pandémie

pèse sur le système de santé de la plupart des pays et entraîne une récession, les économies plus compétitives devraient mieux traverser la crise grâce à leur plus grande solidité financière ou leur meilleure résilience. Les résultats de 2019 sont donc précieux, car ils montrent dans quelles conditions structurelles les économies sont entrées dans la crise.

## Comment mesure-t-on la compétitivité ?

Le GCI couvre les moteurs de la productivité totale des facteurs (PTF), laquelle explique les modifications du revenu (PIB) que les changements intervenus dans l'affectation des facteurs de production comme le travail et le capital n'expliquent pas. Selon les observations

La Suisse est à la pointe en ce qui concerne la formation professionnelle. Une apprentie horlogère à l'École technique du Locle (NE).



KEystone

faites à ce jour, la PTF explique les différences de revenu entre les pays mieux que ne le font les facteurs capital ou travail. Elle constitue ainsi une large part du moteur de la prospérité à long terme.

La PTF (autrement dit: la productivité) décrit donc la somme de tous les aspects qui créent un environnement économique dans lequel les entreprises d'un pays peuvent opérer de manière efficace et innovante. Parmi ces aspects, citons par exemple un système juridique prévisible et efficace, des technologies modernes et une main-d'œuvre très qualifiée. Ces facteurs, parmi de nombreux autres, ont pour effet de créer un environnement propice au bon développement des entreprises.

Comme la notion de productivité est multidimensionnelle, seule une combinaison de plusieurs indicateurs permet de la mesurer. C'est pourquoi le GCI se compose de plus de 100 variables issues, d'une part, de statistiques nationales quantitatives (par exemple la part de la population dotée d'un accès à Internet), et d'autre part, d'études qualitatives comme l'enquête annuelle menée par le WEF auprès des dirigeants (Executive Opinion Survey). Dans le cadre de cette enquête, les dirigeants et les propriétaires d'entreprises évaluent la qualité de différents facteurs du pays dans lequel ils travaillent. Ils indiquent par exemple s'ils trouvent suffisamment de main-d'œuvre qualifiée. Les variables sont normalisées, évaluées selon un système de points de 0 à 100 et résumés dans douze «piliers» (voir *illustration 1*)<sup>1</sup>.

## Singapour en tête

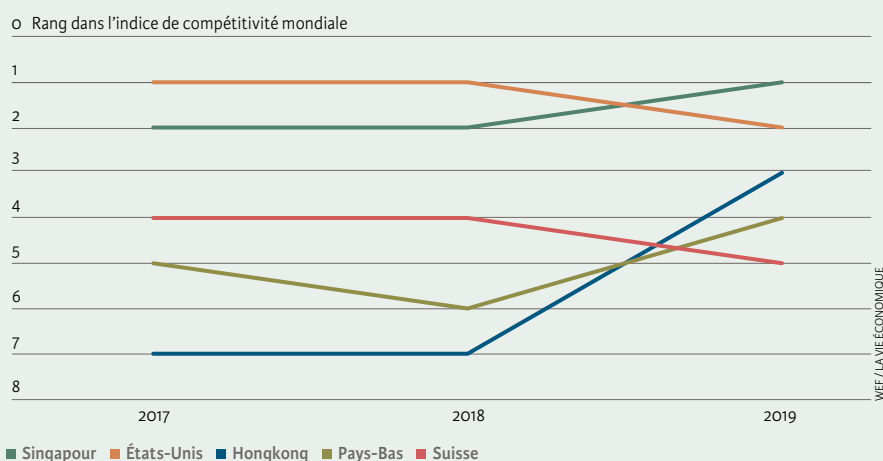
Singapour est arrivée au premier rang du classement 2019 des pays les plus compétitifs, suivi par les États-Unis, Hong Kong, les Pays-Bas et la Suisse (voir *illustration 2*). Le classement ne signifie toutefois pas que le succès d'un pays soit obtenu au détriment d'un autre. Plusieurs pays peuvent ainsi obtenir le même nombre de points, ce qui démontre que leurs systèmes économiques sont comparables, tout aussi propices et d'une efficacité similaire.

Malgré des différences entre les piliers, les valeurs globales des cinq économies les mieux classées sont très proches. Avec 82,3 points sur 100 possibles, la Suisse n'est qu'à 2,5 points du leader Singapour. La distribution des résultats montre que les cinq économies les plus compétitives se situent

### III. 1. Structure de l'indice de compétitivité mondiale



### III. 2. Les cinq économies les plus compétitives selon le GCI 2019 et leur évolution depuis 2017



toutes au-dessus du 97<sup>e</sup> percentile et plus de 21 points au-dessus de la médiane de l'ensemble des pays.

Les cinq pays les mieux classés obtiennent des valeurs supérieures à la moyenne pour chacun des douze piliers et font partie du groupe de tête (au-dessus du 90<sup>e</sup> percentile) pour les piliers «Institutions», «Infrastructures», «Stabilité économique», «Qualifications», «Système financier» et «Capacité d'innovation». Un excellent résultat dans ces six sous-catégories et des valeurs supérieures à la moyenne dans les autres sont donc des critères décisifs pour figurer parmi les meilleurs du classement.

Pourtant, même les meilleures économies n'obtiennent pas le maximum de 100 points. Elles ont donc encore toutes un potentiel

d'amélioration. C'est aussi vrai pour Singapour, qui occupe globalement la première place: ce pays n'atteint que le 19<sup>e</sup> rang pour les qualifications professionnelles et le 13<sup>e</sup> rang pour la capacité d'innovation, ce qui le place en retrait du groupe de tête dans ces domaines. Le constat est similaire pour les États-Unis: s'ils sont le pays le plus innovant du monde, ils présentent un retard par rapport à la plupart des principales économies dans le domaine de la santé (55<sup>e</sup> rang).

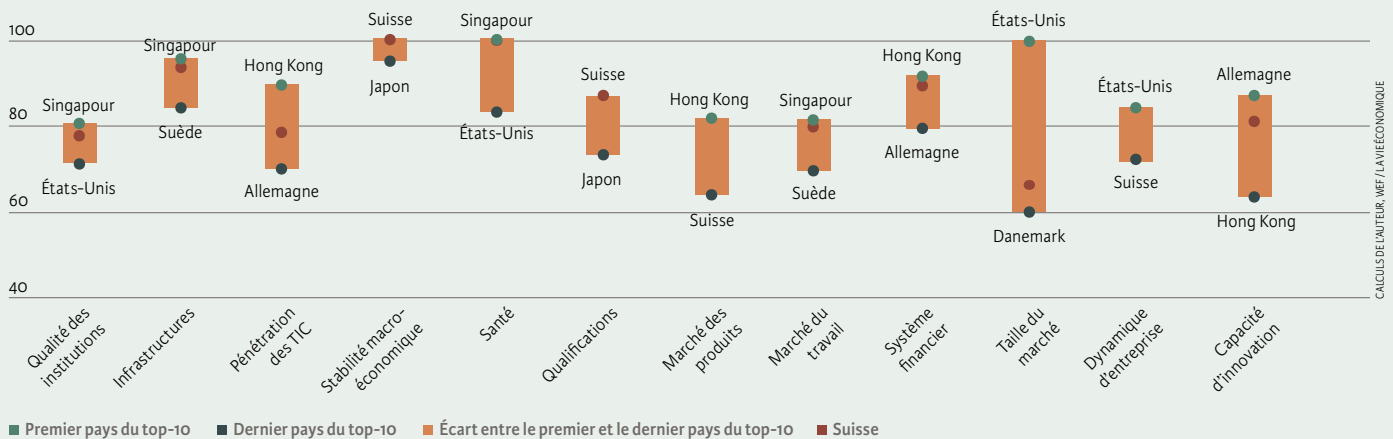
## La Suisse en bonne position

La Suisse occupe globalement le cinquième rang. Elle le doit surtout à l'excellent résultat enregistré dans huit des douze piliers (voir *illustration 3*, p. 36). Elle obtient

<sup>1</sup> Davantage d'information sur la méthode d'établissement du GCI sur [www.weforum.org](http://www.weforum.org).

### III. 3. La Suisse comparée aux dix pays les mieux classés de l'indice de compétitivité mondiale (2019)

Compétitivité (100 = maximum)



CALCULS DE L'AUTEUR, WEF/L'AVIÉCONOMIQUE

le maximum de points avec le facteur de la stabilité macroéconomique et figure également aux avant-postes en ce qui concerne les infrastructures (4<sup>e</sup>, 93,2 points), la santé (5<sup>e</sup>, 99,9 points) et le système financier (4<sup>e</sup>, 89,7 points). Ce résultat reflète un environnement d'affaires caractérisé par une inflation faible, des budgets publics bien gérés, un système de transports efficace ainsi qu'une espérance de vie et un niveau général de santé élevés. L'accès aux fonds propres et étrangers ainsi qu'au capital-risque fonctionne lui aussi relativement bien<sup>2</sup>.

La Suisse occupe en outre le premier rang en matière de qualifications (86,7 points), principalement grâce à l'excellente formation professionnelle (1<sup>er</sup>, 90,8 points), aux programmes de formation en entreprise (1<sup>er</sup>, 79,0 points) et à la forte employabilité des diplômés (1<sup>er</sup>, 81,4 points) sur un marché du travail qui offre simultanément flexibilité et protection tout en rémunérant le talent (2<sup>e</sup>, 79,5 points).

La Suisse fait par ailleurs partie des trois pays les plus innovants du monde (81,2 points), juste derrière l'Allemagne et les États-Unis. Cela s'explique par les valeurs comparativement très élevées en matière de dépenses de recherche et développement (3,4 % du PIB, 3<sup>e</sup> rang), de demandes de brevets (4<sup>e</sup>) et de participation aux projets de recherche internationaux.

#### Tendance à la baisse pour les qualifications

Ces résultats ne doivent pas pour autant susciter l'autosatisfaction. En effet, on constate

une tendance à la baisse de plusieurs indicateurs et même de valeurs qui étaient jusqu'ici élevées pour la Suisse. La valeur enregistrée par l'indicateur «Qualifications» recule par exemple depuis deux ans. On relève également une tendance négative dans les domaines de la formation du personnel, dans la qualité de la formation professionnelle ainsi que dans les compétences numériques et autres des diplômés actuels des hautes écoles, bien que la Suisse défende encore sa première place dans ces domaines.

La diffusion des technologies de l'information et de la communication est plus lente en Suisse (16<sup>e</sup>, 78,6 points) que dans d'autres économies de premier plan en raison de l'introduction hésitante des technologies à large bande et de la fibre optique: elle n'a progressé que de 2,7 points au cours des trois dernières années en Suisse. Des pays comme Singapour (+5,6), les États-Unis (+4,03) et la Suède (+4,3) sont plus avancés dans ce secteur.

Par ailleurs, la dynamique d'entreprise (22<sup>e</sup> rang, 71,5 points), c'est-à-dire la capacité des entreprises à développer et à introduire de nouvelles technologies et de nouvelles formes d'organisation du travail, a baissé pour la deuxième année consécutive. Il s'agit de l'un des aspects les plus faibles de la compétitivité de la Suisse. Une aversion croissante des entreprises aux idées disruptives (26<sup>e</sup>, 53,8 points) et l'aversion relativement forte aux risques entrepreneuriaux (25<sup>e</sup>, 59,1 points) expliquent pourquoi la Suisse ne parvient pas à se maintenir au niveau des autres économies du top-10 en termes de dynamique d'entreprise.

Une autre faiblesse de la compétitivité helvétique réside dans l'efficacité des marchés de biens (25<sup>e</sup>, 63,8 points). Cette

valeur indique si un pays favorise la concurrence en proposant à tous les acteurs du marché les mêmes conditions d'accès. Les droits de douane relativement importants (46<sup>e</sup>, 79,7 points), les obstacles non tarifaires au commerce (40<sup>e</sup>, 62,2 points) et la complexité du système tarifaire (141<sup>e</sup>, 11,3 points) montrent que la Suisse, tout en étant une économie ouverte, dispose sous certains aspects d'un potentiel pour améliorer encore sa compétitivité.

Dans le difficile environnement récessif actuel lié à la pandémie de coronavirus, il importe pour tous les pays d'exploiter pleinement leur compétitivité. Ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront stimuler la croissance économique et intensifier l'aide apportée aux secteurs fortement touchés par la crise. La prochaine édition du rapport sur la compétitivité mondiale, attendue à l'automne 2020, fournira des indications plus précises concernant la manière dont se sera développée la compétitivité après la pandémie. Elle montrera comment les pays peuvent, en fixant les priorités adéquates, veiller à ce que l'économie reprenne rapidement une fois passé le pic de la pandémie.



**Roberto Crotti**  
Économiste principal, Forum économique mondial (WEF), Cognac (GE)

<sup>2</sup> Le profil détaillé de la compétitivité de la Suisse est disponible sur [reports.weforum.org](https://reports.weforum.org).